



## Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. IV, n° 1 | 2000  
Volume IV Numéro 1

---

# L'émergence de la société civile dans la Bosnie-Herzégovine de d'avant-guerre

Neven Andjelić

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/770>

ISSN : 1965-0582

### Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

ISSN : 1279-7952

### Référence électronique

Neven Andjelić, « L'émergence de la société civile dans la Bosnie-Herzégovine de d'avant-guerre », *Balkanologie* [En ligne], Vol. IV, n° 1 | septembre 2000, mis en ligne le 29 juillet 2010, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/770>

---

Ce document a été généré automatiquement le 26 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# L'émergence de la société civile dans la Bosnie-Herzégovine de d'avant-guerre

Neven Andjelić

---

- 1 Le premier objet de ce papier est de déterminer quelles sont les idées et les organisations qui auraient pu conduire à la formation d'une société civile en Bosnie-Herzégovine. Une autre tâche est d'identifier l'origine réelle de ces idées. De même que la définition du terme "société civile" a été depuis longtemps l'objet de discussions, ses racines peuvent être, dans le cas bosniaque, l'objet d'une discussion similaire. Dans les années 1980, la crise de l'économie et du système politique yougoslaves avait fait sortir le mécontentement populaire du cadre des institutions légales. Mais, si on laisse de côté les manifestations accidentelles et sporadiques de dissidence et une volonté diffuse de changement et d'un plus grand contrôle sur les instances dirigeantes, le début de la création d'une société civile en Bosnie-Herzégovine doit être datée de 1988.
- 2 On pourrait aussi choisir 1987 comme année cruciale car, en septembre cette année-là, plusieurs milliers d'étudiants défilèrent dans les rues de Sarajevo. C'était quelque chose qui ne s'était pas vu depuis des années. Les étudiants demandaient un assouplissement des règlements d'examen et une meilleure nourriture dans les restaurants universitaires, tout en proclamant qu'ils adhéraient tous à l'idéologie dirigeante. Dès lors, ce type de protestation ne devrait pas être considéré comme le début d'une société civile. Les étudiants n'offraient aucune alternative à la politique officielle, et n'essayèrent même pas d'exercer une influence sur les institutions qui dirigeaient leur vie. De même, pas un seul des étudiants impliqués dans le mouvement n'était vraiment de Sarajevo. Les étudiants des autres universités de Bosnie-Herzégovine restèrent passifs. Le seul effet important de ce mouvement n'avait rien à voir avec les revendications de départ des étudiants. Leur manifestation entraîna en effet la mise en place d'une organisation d'étudiants, car l'élite dirigeante espérait mieux contrôler les étudiants déçus en les organisant dans un cadre officiel. Les dirigeants s'étaient opposés à une telle proposition pendant près de deux décennies. Leur recul peut s'expliquer par la situation sociale et, plus encore, par celle des

cercles dirigeants eux-mêmes. L'élite au pouvoir allait perdre le pouvoir l'année suivante. Mais les étudiants n'avaient rien à voir avec cela.

- 3 La dette extérieure accumulée déstabilisait complètement le régime. Une grave crise économique avait commencée en Yougoslavie, mais le système restait identique. Le parti unique au pouvoir ne trouvait pas la force d'engager des réformes radicales. C'est alors que de grands scandales découverts en 1987 et 1988 déstabilisèrent la caste dirigeante en Bosnie-Herzégovine<sup>1</sup>. Le régime n'était plus aussi fort qu'avant, et le contrôle se relâcha au début de 1988. Cela créa un certain espace de manœuvre pour des initiatives civiques. Quand quelque chose fut finalement proposé, cela ressemblait au modèle slovène de société civile, mais avec un décalage de quelques années. En d'autres termes, le processus commença au sein des organisations de jeunesse, avec le soutien de certains intellectuels qui avaient été les principales figures des événements de la fin des années 1960.
- 4 Un des projets de recherche les plus importants conduits en Yougoslavie interrogea 17 000 personnes de toutes les Républiques ou Provinces. Ils devaient tous répondre à la phrase : « la LCY [Ligue des Communistes de Yougoslavie] ne devrait être qu'un des partis existant sur la scène politique »<sup>2</sup>. Soutenir cette affirmation revenait à se prononcer pour le multipartisme : un quart des citoyens bosniaques l'approuvaient (25,6 %), pendant que 22,1 % ne savaient pas<sup>3</sup>. Les réponses étaient plus positives en Slovénie, en Croatie, au Monténégro et en Voïvodine, mais il faut garder à l'esprit le fait que l'enquête a été conduite en 1986 et 1987, alors que la Bosnie-Herzégovine était encore conduite par des communistes partisans de la ligne dure, et que l'appareil policier contrôlait strictement tout signe de désaccord potentiel avec l'idéologie dirigeante.
- 5 À cette époque, les jeunes ne croyaient plus aux idéaux communistes. Le chômage était en augmentation constante, cependant que les salaires baissaient. L'idéologie communiste et l'autogestion ne pouvaient leur offrir aucune perspective radieuse. Il n'est donc pas surprenant que les premières demandes de changement faites en dehors des institutions aient été le fait, séparément, de la jeunesse universitaire et des ouvriers en colère. Là où, en ex-Yougoslavie, ces deux groupes ont joint leurs forces, c'est-à-dire en Serbie et au Monténégro, le mouvement commun est devenu nationaliste. Pendant les premières étapes de développement d'organisations civiques en Bosnie-Herzégovine, ces deux mouvements restèrent séparés.
- 6 À cette époque d'émergence du concept de société civile, la menace d'une criminalisation légale et politique de ceux qui fomentaient des troubles était très grande. De ce fait, ceux qui étaient menacés ou simplement préoccupés par le système ont commencé à s'organiser dans des initiatives pour la protection des droits de l'homme et des libertés. Ces groupes avaient deux demandes de base. L'une était la reconnaissance et la protection des droits civiques et des libertés élémentaires. L'autre était une égalité de droits et une égale protection devant la loi (c'est-à-dire l'abolition de la dictature du prolétariat)<sup>4</sup>.
- 7 Cette sorte de dictature était la principale cible des intellectuels qui soulevaient la question logique de savoir si une société peut être démocratique alors qu'elle est conduite comme une dictature, fut-elle celle du prolétariat. En fait, l'intelligentsia avait été perçue comme un "élément subversif" dans la société dès le début de la deuxième Yougoslavie. Souvent, les forces progressistes de la société étaient définies comme « les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia honnête ». Un des principaux objectifs du régime était donc de diviser la classe des intellectuels. Les jeunes nouvellement éduqués ne voulaient pas passer leur vie en tant que suspects permanents. Quand le régime a vu qu'il était inévitable d'accorder certaines libertés, il a choisi les organisations de jeunesse : les

jeunes avaient assez de temps devant eux pour changer de point de vue et revenir à l'idéologie unique. C'est exactement de cette façon que sont apparues toutes les nouvelles idées : d'abord en Slovénie, puis dans certaines autres Républiques, puis quelques temps après en Bosnie-Herzégovine.

## Réseaux

- 8 Des organisations de jeunesse existaient dans chaque république et étaient regroupées dans l'Alliance de la Jeunesse Socialiste (*Savez Socijalističke Omladine* – SSO). Un très fort réseau d'organisations et de personnes influentes était déjà en place en Slovénie au sein de la jeunesse socialiste. Ils purent donc se faire élire à des postes de responsabilité et travailler sous cette étiquette. La société bosniaque connut des évolutions très similaires à partir de 1988. C'est pourquoi de nombreuses organisations qui étaient aux avant-postes de la lutte pour les nouvelles idées civiques utilisèrent le terme "jeune" (*omladinski*) dans leur libellé. C'était encore plus fréquent dans le domaine des médias. La coopération inter-universitaire permit aux étudiants de Sarajevo d'apprendre comment changer la politique. Les demandes slovènes pour une société civile se faisaient déjà entendre et elles influencèrent beaucoup les étudiants, en particulier à la Faculté des sciences politiques de Sarajevo. Leur initiative de créer une organisation étudiante séparée reçut de façon inattendue le soutien de l'organisation officielle de la "jeunesse socialiste", ou du moins d'une partie de celle-ci. Une organisation étudiante semi-indépendante, la Conférence universitaire de l'Alliance de la jeunesse socialiste (*Univerzitetska Konferencija Saveza Socijalističke Omladine* – UK SSO) commença à fonctionner au début de 1988. Il s'agissait de la première reconnaissance d'une division de classe au sein de la société, bien que limitée à la jeunesse.
- 9 Chaque Parti resté au pouvoir pendant une longue période devient résistant au changement. Les communistes ne faisaient pas exception à cette règle. Les premières demandes d'une société civile apparurent en Slovénie, et les attaques contre elles furent immédiates. Dans ce contexte, la nouvelle organisation étudiante eut une initiative courageuse en organisant un débat public avec les dirigeants du mouvement slovène. Ceux au pouvoir ne voulurent pas, ou n'osèrent pas interdire cette action, mais ils inventèrent de nouvelles restrictions en créant divers problèmes techniques aux organisateurs. Finalement, la rencontre avec les Slovènes eut lieu en avril 1988 et la "Radio de la jeunesse" (*Omladinski Radio*) diffusa des interviews avec tous les participants de Slovénie. Toutefois, les dirigeants de la Radio-Télévision (RTV) Sarajevo condamnèrent ce programme, et mirent à pied les deux journalistes qui avaient rendu compte de l'événement et interviewé les participants : « les journalistes n'ont pas respecté le concept de RTV Sarajevo [lire : l'attitude des officiels de Bosnie-Herzégovine envers la Slovénie] car ils ne se sont pas eux-mêmes désolidarisés des propos tenus par les interviewés »<sup>5</sup>.
- 10 Même la fin de l'interview fut condamnée, car le journaliste souhaitait bonne chance aux Slovènes dans leur action future<sup>6</sup>. Les officiels n'apprécièrent pas non plus les programmes diffusant la musique et les idées du groupe de rock slovène *Laibach* (nom allemand de Ljubljana), qui était dénoncé par les communistes comme ayant une apparence pro-nazie. La croissance significative de la société civile et les changements réels pouvaient toutefois être perçus à travers le simple fait que *Laibach* eut l'année suivante trois concerts dans des salles bondées de Sarajevo.

## Médias

- 11 Les idées de l'organisation des étudiants n'avaient pas de possibilité d'atteindre le grand public. C'est pourquoi ils fondèrent un magazine, *Valter* ("Walter"<sup>7</sup>), à l'automne 1988. La loi de l'époque exigeait que chaque journal ou magazine soit fondé par une organisation officielle. Comme les seules organisations légalement reconnues étaient aux mains des communistes, toutes les publications étaient sous leur contrôle. La seule possibilité pour créer un magazine politique indépendant était donc de passer par une organisation placée officiellement sous le "parapluie jeune". À la fin de 1988, les deux magazines politiques bosniaques ayant le plus fort tirage étaient *Naši Dani* ("Nos jours") et *Valter*, tous deux fondés par des organisations de jeunesse<sup>8</sup>. Leur attitude critique et leur distance envers les dirigeants politiques et leur idéologie forcèrent les autres médias de Sarajevo à leur emboîter le pas.
- 12 La première grande réalisation de la société civile en Bosnie-Herzégovine se produisit donc dans le champ des médias. Son importance résidait en cela qu'elle créait les conditions nécessaires au succès des autres idées de la société civile. À côté des magazines, les dirigeants étudiants lancèrent des pratiques nouvelles et originales pour atteindre leurs objectifs politiques. L'élite dirigeante n'usa pas de son pouvoir pour supprimer ces nouvelles tendances dans les médias, excepté dans quelques cas où les colporteurs de journaux furent emmenés au commissariat pour avoir crié des slogans politiques dans la rue. Les slogans étaient en fait les titres des magazines. Ces titres étaient très provocateurs pour des policiers mais, vu que les magazines étaient légaux, la police ne pouvait rien faire contre les colporteurs. C'était une forme d'action civique complètement nouvelle qui permettait aux individus de propager des idées incompatibles avec l'idéologie dirigeante. Bien qu'il soit très modeste, l'objectif fut atteint. Cependant, le numéro du Nouvel An de *Valter* fut accusé de pornographie, et interdit par le procureur de Sarajevo : ses vœux de Nouvel An étaient accompagnés de l'image d'un Père Noël à moitié nu. Cette première page permit au régime d'interdire ce magazine pour "pornographie" plutôt que - comme l'on aurait pu s'y attendre - pour des raisons politiques, ce qui aurait été une victoire morale pour la société civile émergente.
- 13 En 1988 et 1989, les communistes partisans de la ligne dure furent obligés de quitter le pouvoir, après une série de scandales et d'affaires politiques. Les pressions exercées sur eux vinrent des institutions dans lesquelles ils jouaient un rôle de premier plan, mais celles-ci n'auraient pas été suffisantes s'il n'y avait pas eu en plus des critiques venant de l'extérieur. Certains médias jeunes, ainsi qu'une poignée d'intellectuels et de jeunes *apparatchiks* critiquèrent durement le comportement de leurs dirigeants. Une nouvelle génération de communistes arriva au pouvoir, permettant l'apparition de nouvelles formes de vie politique dans la république qui, auparavant, était souvent qualifiée de « vilayet sombre »<sup>9</sup>. Cependant, ils ignoraient toujours les nouvelles idées et la principale différence entre eux et leurs prédécesseurs se trouvait dans les méthodes qu'ils employaient. L'idéologie restait la même.
- 14 Les rédactions de la RTV Sarajevo furent remplacées en même temps que l'élite dirigeante. La nouvelle équipe éditoriale fut librement élue par les journalistes, car les dirigeants communistes n'osaient plus nommer les rédacteurs en chef et les directeurs contre la volonté des employés. Les programmes allaient donc profondément changer, et les rédacteurs en chef gagner une complète liberté. Certaines émissions qui existaient

déjà dans le cadre du "Programme jeune" (*Omladinski Program*) gagnèrent de nouveaux espaces et ne furent plus considérées comme des émissions "non-sérieuses"<sup>10</sup>. Leurs auditeurs n'étaient pas que des adolescents. Dans le même temps, des événements similaires se produisirent au sein du quotidien officiel *Oslobodjenje* ("Libération"). Des changements révolutionnaires se produisirent donc sans moyens révolutionnaires.

- 15 D'un autre côté, ceux qui avaient participé à l'ancien régime ne furent pas bannis de la vie publique, comme dans le passé. C'était un premier test démocratique que les nouveaux dirigeants des médias franchirent avec succès. Le centre du pouvoir républicain gagna donc de nouvelles libertés, mais les mêmes mesures ne furent pas appliquées en province. Même des centres importants comme Banja Luka ou plus spécialement Tuzla continuaient à être dirigés par des partisans de la ligne dure, et les médias locaux ne profitèrent que très peu de ces importants changements. Malgré les évolutions qui se produisaient du fait de l'affaiblissement de la politique communiste et de la montée des demandes sociales, beaucoup de formes dogmatiques persistaient. Même les nouveaux hommes au pouvoir sortaient en fait de la « vieille école du gouvernement totalitaire ». L'assise pour une société civile en Bosnie-Herzégovine n'était pas assez large. Un certain nombre de gens étaient très progressistes, sans doute trop progressistes pour la société bosniaque, mais l'absence de "masse critique" permettait au parti unique d'essayer de se réorganiser en proclamant que son pouvoir était démocratique, alors que le système restait virtuellement le même. Il n'y avait toujours qu'un seul parti, le Parti communiste. Celui-ci continuait à dénoncer les influences de l'Ouest, ce par quoi il entendait non seulement l'Europe de l'ouest, mais aussi l'"ouest" de la Yougoslavie, c'est-à-dire la Slovénie.

## Luttes pour les libertés civiles

- 16 Les associations d'étudiants demandèrent plus de contrôle sur l'appareil de la police, après que des officiers des services secrets eurent interrogé plusieurs étudiants sur leurs liens avec la jeunesse slovène. Les Slovènes avaient déjà demandé le retrait de l'article 133 du Code pénal fédéral<sup>11</sup>, sur la base duquel de nombreuses personnes avaient été poursuivies, et qui permettait de poursuivre toute personne ayant exprimé publiquement son opinion. Certains universitaires de Sarajevo, connus pour leurs opinions libérales, soutinrent la demande des étudiants et les aidèrent à constituer un Comité pour la protection des droits et des libertés des individus et des groupes (*Odbor za Zaštitu Prava i Sloboda Pojedinaca i Grupa*). Pourtant, les méthodes de la police restaient en général les mêmes. Elle devint plus prudente dans sa façon de traiter les étudiants organisés et les intellectuels libéraux, mais restait tout aussi brutale avec les masses non-organisées, en particulier en province.
- 17 Le village de Moševac fut l'endroit où le point de non-retour dans la lutte pour les libertés civiles et les droits de l'homme fut atteint en Bosnie-Herzégovine. Deux personnalités importantes du village avaient été accusées d'avoir troublé l'ordre public, et un mandat d'arrêt avait été transmis à la police. Ce mandat fut produit après que le tribunal local eut condamné les deux leaders à plusieurs mois de prison. Une véritable rébellion commença alors contre la police et les dirigeants locaux de la ville voisine. Cela n'aurait pas suffi s'ils n'avaient pas reçu le soutien d'autres associations influentes, nouvellement créées. Le Forum yougoslave pour la protection des droits de l'homme (*Jugoslavenski Forum za Zaštitu Prava Čovjeka*) fut créé en 1988, entre autres par des juristes. Il fut fondé à Belgrade, mais un de ses fondateurs se trouvait à Sarajevo et la société bosniaque

disposait donc d'une organisation qui défendait les droits de l'homme de façon très vigoureuse et professionnelle.

- 18 Une autre organisation basée à Sarajevo, le Comité pour la protection des droits et des libertés des individus et des groupes, organisa le 14 janvier 1989 une réunion publique sur l'état des libertés et des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine. Deux orateurs se démarquèrent des autres pendant la réunion. Edina Rešidović était la présidente de l'Alliance socialiste du peuple travailleur (*Socijalistički Savez Radnog Naroda – SSRN*<sup>12</sup>), et un participant l'attaqua violemment pour son rôle passé et présent. Elle avait été procureur dans le procès d'Izetbegović au début des années 1980. Elle était même appelée « Madame Rešidović » plutôt que « Camarade Rešidović », ce qui ne s'était pas produit depuis des décennies<sup>13</sup>. L'autre orateur était Dževad Galijašević du village de Moševac, qui recherchait un soutien dans sa lutte contre les dirigeants du district local. Il fut arrêté immédiatement après la réunion et condamné à sept mois de prison. Les groupes de défense des droits de l'homme exigèrent des informations sur son sort ainsi que sa grâce, car il avait commencé une grève de la faim en prison. La Présidence collective bosniaque accepta de gracier Galijašević 15 jours après son arrestation, en présentant ce geste comme une concession à « une mère qui demande grâce pour son fils »<sup>14</sup>. Bien que la Présidence ait fait ce que demandaient les groupes civiques, elle ne l'admit pas publiquement. Aucun autre cas d'abus de pouvoir de ce genre ne fut recensé après l'"affaire Galijašević".

## Partis politiques

- 19 L'étape suivante dans le développement des idées civiques fut l'organisation de partis politiques. La principale caractéristique d'un certain nombre de partis créés en Slovénie, en Croatie et en Serbie était leur dimension ethnique. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles la société bosniaque atteignit ce stade tardivement. La fondation de la première organisation politique yougoslave, en dehors des communistes, fut donc très importante pour la Bosnie-Herzégovine multiethnique. L'Association pour une initiative yougoslave démocratique (*Udruženje za Jugoslovensku Demokratsku Inicijativu – UJDI*) fut fondée à Zagreb en janvier 1989, pendant que sa branche bosniaque était constituée peu après. De nombreux intellectuels renommés rejoignirent l'UJDI, faisant de cette association un laboratoire d'idées plaçant en faveur de changements politiques et de la démocratie. Bien que leur travail fut très important et bénéficia d'une importante couverture médiatique, ils ne bénéficièrent jamais d'un large soutien populaire. Les intellectuels ne disaient tout simplement pas ce que les citoyens bosniaques ordinaires, peu éduqués, voulaient entendre.
- 20 Cependant, les conférences, les tables rondes, les communiqués et les autres activités de l'UJDI firent gagner plus de libertés à la société que tous les autres individus qui allaient devenir un an plus tard de très bruyants supporters et maîtres d'œuvre de la "démocratie à la balkanique". Il semble que les membres de l'UJDI n'aient pas voulu tester le soutien dont ils pouvaient bénéficier. Ils ne participèrent pas aux premières élections libres en Bosnie-Herzégovine, sauf au niveau local. Ils devinrent une organisation influente qui voulait apprendre aux citoyens comment construire une démocratie et comment vivre en son sein. Leur politique était manifestement d'exercer un contrôle démocratique sur les instances gouvernementales, et non de participer eux-mêmes au pouvoir.

- 21 La première phase de la société civile bosniaque s'acheva enfin avec l'apparition de différents courants politiques s'affichant publiquement à l'intérieur du parti unique. Les étapes successives ayant conduit à cette situation étaient les critiques étudiantes et la colère ouvrière initiales, puis la lutte des médias pour la liberté d'information, la création de nouvelles organisations civiques puis, finalement, les préparatifs pour un système multipartite, une vraie démocratie et un contrôle du gouvernement par des institutions démocratiques. De nouvelles organisations civiques avaient fait leur apparition et de nouveaux concepts gagnaient du terrain. La principale réalisation de la société civile était simplement l'obtention d'un droit à des idées et à des organisations différentes. Les communistes furent alors forcés d'essayer de se réformer eux-mêmes pour préserver leur pouvoir. Bien qu'on puisse dire que les communistes s'étaient piégés eux-mêmes avec leurs abus de pouvoir, les progrès accomplis pendant la première phase d'émergence d'une conception nouvelle de la Bosnie-Herzégovine permirent aux changements de se poursuivre.
- 22 La liberté d'information obtenue pendant la première phase en est le meilleur exemple. Elles permirent aux journalistes de *Omladinski Radio Sarajevo* et de *Valter* de révéler l'"affaire Kecmanović" en avril 1989<sup>15</sup>. Les nouvelles organisations créées en 1988 et 1989 allaient jouer un rôle important dans cette affaire, après que l'opinion publique eut été informée de ce nouveau scandale impliquant les communistes. Auparavant, seules des voix isolées pouvaient se faire entendre, mais sans résultat. La police et l'armée n'étaient pas encore sous contrôle démocratique, mais hésitaient désormais à utiliser des méthodes violentes. Un des journalistes impliqués fut pourtant convoqué à une "conversation informative" [*informativni razgovor*, NdT] par la police secrète bosniaque<sup>16</sup>. Des méthodes presque oubliées firent donc leur réapparition. Toutefois, même cet incident marqua d'une certaine façon une avancée de la société civile. Le même journaliste avait été auparavant mis en garde par la police pour des choses beaucoup plus bénignes, comme le fait de distribuer le magazine slovène *Mladina* - bien qu'il soit légal - ou quelques affiches. Désormais, la police n'osait plus s'occuper de "délits" aussi mineurs, mais seulement d'« affaires menaçant gravement la sécurité » comme l'était l'"affaire Kecmanović".
- 23 Cette affaire était liée à une politique voulant que les dirigeants politiques soient promus par un petit cercle de dirigeants communistes, en ignorant complètement l'opinion publique. Quand la police secrète accusa Kecmanović d'être un espion étranger, il fut forcé de retirer sa candidature à la Présidence fédérale, mettant ainsi fin à toute compétition même théorique. Tout se passa en coulisses et Kecmanović lui-même reçut certains avantages en échange de son silence. La signification principale de cette "affaire Kecmanović" reste que, si celle-ci s'était produite auparavant, elle n'aurait jamais été révélée. Cette fois, ce qui était en jeu n'était pas seulement le courage personnel de quelques journalistes, mais reflétait aussi les changements intervenus au sein de la société. De nouvelles formes d'activité civique avaient permis de révéler une information "secrète". De plus, les citoyens n'avaient pas eu peur de protester et de demander la vérité, en affirmant leur droit de choisir. L'élite dirigeante se trouva dans une situation très complexe lorsque plusieurs associations rejoignirent la lutte pour la démocratie. Les étudiants de la Faculté de sciences politiques de Sarajevo furent les premiers à demander que la lumière soit faite sur les manoeuvres entourant l'"affaire Kecmanović". Ils relayèrent les demandes de plusieurs groupes organisés au sein de la société bosniaque. L'ancien régime restait encore en place, mais il fut contraint de changer les règles au point qu'une élection entre cinq candidats fut organisée. Tous, néanmoins, appartenaient



au parti unique dirigeant. Nenad Kecmanović ne faisait pas partie des candidats, mais son nom fut inscrit sur les bulletins de vote par de nombreux électeurs. De tels votes n'exprimaient pas forcément un soutien à Kecmanović, mais une protestation contre les élections monopartites. C'est ainsi que se produisit l'ouverture vers un véritable système multipartite et une démocratie véritable, après les actions spontanées de groupes civiques organisés et d'individus.

## Multipartisme

- 24 À la veille du 1<sup>er</sup> mai 1989, le procureur de Sarajevo interdit la diffusion de *Naši dani*, vue son attitude dans l'"affaire Kecmanović". Cette intervention se produisit au moment d'un jour férié, et la police n'était pas préparée à confisquer tous les exemplaires de tous les distributeurs de journaux à travers la république. Après avoir été informée de l'interdiction, la *Omladinski Radio Sarajevo* appela les auditeurs à faire savoir où des exemplaires étaient encore disponibles. Pendant l'émission, les articles incriminés furent lus à l'antenne et chacun put ainsi s'informer sur le contenu du magazine. Ce fut la dernière interdiction d'un journal en Bosnie-Herzégovine : la liberté d'information était acquise.
- 25 Pendant ce temps, l'organisation de jeunesse tint ses propres élections internes pour désigner son dirigeant sur Sarajevo. Les étudiants proposèrent un candidat qui n'avait jamais été actif dans les organisations de jeunesse et qui organisa la première vraie campagne électorale. Son programme était, en fait, de dissoudre l'organisation vu son manque d'utilité pour la jeunesse. Toutes les méthodes utilisées dans les campagnes électorales occidentales purent alors être vues dans les rues de Sarajevo. Bien que cette initiative fut interrompue par les dirigeants de l'organisation de jeunesse, l'événement fut important car il se produisit en pleine "affaire Kecmanović", et précédait la décision d'organiser des élections semi-libres. Les étudiants atteignirent leur but en montrant que le pluralisme était non seulement possible, mais une condition *sine qua non* pour construire une société démocratique.
- 26 Beaucoup d'intellectuels libéraux ainsi que de nombreux nationalistes avaient à l'esprit un système multipartite, mais le premier parti fut le "Mouvement des Verts" (*Pokret Zelenih*) conduit par des professeurs libéraux et des étudiants de la Faculté de droit. Les questions d'environnement servirent à mettre en place le premier mouvement organisé légal non-communiste. Même certains futurs dirigeants nationalistes, tels que le célèbre dirigeant serbe Radovan Karadžić, ou certains des futurs hauts responsables musulmans, y compris le futur maire de Sarajevo Muhamed Krešeljakić, rejoignirent le mouvement. À l'époque, ils n'avaient pas encore le courage de créer une opposition politique limitée à leur propre groupe ethnique. Enfin, à côté des intellectuels libéraux qui organisèrent le mouvement et de quelques futurs nationalistes, un rôle très important fut joué par les communistes qui faisaient encore partie de l'élite politique, mais qui s'opposaient à beaucoup de ses règles.
- 27 Les groupes informels et les organisations civiques continuèrent leurs activités pendant la deuxième moitié de 1989. Un important groupe de professeurs et d'experts organisait régulièrement des tables rondes et des discussions sur la démocratie à la Faculté de droit. De nombreux intellectuels extérieurs à la faculté participaient à ces tables rondes. L'Alliance socialiste du peuple travailleur organisa des discussions entre intellectuels et hommes politiques sur les orientations politiques de l'avenir. La conclusion était qu'une

sorte de pluralisme devait être introduite et, de plus, que l'activité de mouvements extérieurs au "parapluie socialiste" devait être autorisée.

- 28 En novembre et décembre de cette année-là, un groupe d'intellectuels connus de Sarajevo et de Mostar se prononça publiquement en faveur d'un système pluripartite. Paradoxalement, l'un d'entre eux, Zdravko Grebo, était membre du Comité central de la Ligue des Communistes, bien que pour une très courte période, et les autres étaient très haut placés dans leur profession (ce qui était presque impossible à réaliser sans être membre du parti). Ils affirmaient avec pertinence que, d'après les résolutions du Conseil antifasciste provincial de libération populaire de Bosnie-Herzégovine (*Zemaljsko antifašističko vijeće narodnog oslobođenja Bosne i Hercegovine – AVNOBiH*<sup>17</sup>), un système multipartite n'était en aucun cas interdit. Comme les résolutions de l'AVNOBiH étaient à la base du pouvoir communiste en Bosnie-Herzégovine, cet argument était une attaque puissante contre le pouvoir communiste et montrait la situation réelle du Parti Communiste, au sein duquel existait une forte opposition libérale.
- 29 Cependant, les changements furent introduits beaucoup plus rapidement dans le reste de l'Europe centrale et orientale. Une des raisons possibles est que le régime était moins répressif que dans le reste de l'Europe de l'est. Les communistes plaidaient pour des changements à l'intérieur du système. Les citoyens n'étaient pas aussi aigris qu'ailleurs, car leur niveau de vie était meilleur que celui des habitants des autres pays communistes. De nouveaux partis politiques n'avaient pas encore été établis, bien que de nombreux individus aient fait des efforts dans ce sens. Les dirigeants communistes de la Yougoslavie s'efforçaient depuis des années de trouver entre eux une sorte d'accord sur l'avenir du pays. Les forces nationalistes au sein du parti étaient devenues plus influentes au fur et à mesure que le système politique s'affaiblissait. Le Congrès du parti en janvier 1990 fut le lieu de la crise finale<sup>18</sup>. Quelques membres de la délégation bosniaque firent une dernière tentative pour sauver le pays. Ils proposèrent de partager le parti sur une base idéologique, plutôt que sur des bases ethniques, en créant deux partis : un communiste et un socialiste. La proposition ne fut pas adoptée et les divisions ethniques s'ensuivirent.

## L'échec des citoyens

- 30 De nombreux citoyens partageaient la même angoisse pour l'avenir. En juin 1990, les nationalistes dirigeaient et la Serbie, et la Croatie, créant de nouvelles menaces pour la Bosnie-Herzégovine. Un match de la coupe du monde de football fut, pour des dizaines de milliers de Sarajéviens, l'occasion de manifester leur opposition aux divisions ethniques. Le succès de l'équipe nationale yougoslave fut suivi par des manifestations de masse dans la rue. La circulation fut interrompue pendant toute la nuit. Des gens se rassemblaient avec des drapeaux yougoslaves, mais cela n'indiquait pas un soutien pour l'État tel qu'il était organisé (ou désorganisé) ; le drapeau yougoslave représentait plutôt l'unité de tous les Bosniaques. Personne n'avait organisé ce rassemblement et de telles célébrations sportives spontanées ne s'étaient jamais produites auparavant. Ce qui se passait allait à contre-courant. Cet événement montra exactement ce que la société civile devait être. Ce n'était pas un acte spontané d'un groupe civique, mais de tous les citoyens. C'était un cas unique dans une société déjà divisée ethniquement, qui annonçait la prochaine étape du développement de la société civile bosniaque, quand la cible deviendrait le nationalisme.
- 31 On peut donc dire que ce sont les communistes qui ont organisé l'opposition à leurs propres idées et à eux-mêmes ; c'est peut-être une des principales différences entre la

Yougoslavie et les autres sociétés communistes d'Europe centrale et orientale. La société civile bosniaque a eu quelques moments remarquables dans sa lutte pour la démocratie. Un contrôle démocratique complet sur la police et les services secrets n'était pas encore établi, mais l'appareil policier hésitait à utiliser des moyens violents dans son travail. Il semble par contre que les militants du parti étaient préparés à ce genre d'affrontement. La position de l'armée était toujours incontestée mais, du moins, la critique de ses méfaits n'était plus automatiquement considérée comme une activité contre-révolutionnaire ou une "propagande hostile".

- 32 Pendant la plus grande partie de la campagne électorale et immédiatement après les élections de novembre 1990, les défenseurs de la société civile restèrent plutôt silencieux. Certaines organisations telles que le Comité pour la protection des droits de l'homme cessèrent d'exister, pendant que d'autres, comme l'organisation étudiante, se retrouvèrent marginalisées sur la scène politique. Cette situation, doublée d'une montée des tensions et des passions, contribua à l'échec électoral des forces et des mouvements démocratiques. Les élites nationalistes des trois groupes ethniques accédèrent au pouvoir. Les discussions sur l'avenir de la Yougoslavie étaient stériles, et les leaders ethniques prétendaient avoir le complet soutien de leurs groupes ethniques respectifs. Dans une telle atmosphère, en janvier 1991, un groupe multiethnique de 92 intellectuels bosniaques signa une "Charte 92", en référence à la "Charte 77" mondialement célèbre. Les signataires plaidaient pour une société ouverte sur le modèle européen. Comme le principal débat entre dirigeants nationalistes était de savoir à qui revenait l'exercice de la souveraineté, ils déclaraient que les citoyens devaient en être les détenteurs, et non les groupes ethniques. Ils voulaient l'égalité pour la Bosnie-Herzégovine au sein de la fédération, ainsi qu'un accord historique entre toutes les Républiques yougoslaves, qui impliquerait les représentants des citoyens et pas seulement les leaders ethniques. « Nous devons travailler pour créer un État garantissant le développement des institutions de la société civile, en particulier une opinion publique démocratique et d'autres formes d'influence sur le pouvoir légal. »<sup>19</sup>
- 33 Bien qu'elle eut été destinée à influencer la vie politique, les leaders ethniques ne prêtèrent pas une grande attention à la Charte. La montée du nationalisme éveilla la menace d'une possible guerre civile, et la période jusqu'à la guerre fut donc marquée par des activités pacifistes. La première organisation pacifiste, le "Centre pour la paix" (*Centar za mir*), fut constituée à Sarajevo dans les premiers mois de 1991. Elle avait de nombreux liens avec d'autres organisations de ce type en Yougoslavie et à l'étranger. Un groupe de pacifistes se rassembla donc à Sarajevo en juillet 1991. Le Mouvement des Verts, qui s'était joint à cette action, organisa le blocus de la rue principale de Sarajevo et la signature d'une pétition appelant à une résolution pacifique de la crise. Plus tard dans l'été, le Centre pour la paix organisa une autre manifestation quand de nombreux pacifistes européens, y compris le vice-président du Parlement européen, vinrent à Sarajevo. Ils constituèrent une chaîne humaine reliant la mosquée principale, la synagogue et les églises catholique et orthodoxe. Bien que cette action ait été prévue à l'avance et ait bénéficié d'une importante couverture médiatique, la plupart des Sarajéviens restèrent passifs.
- 34 C'était le principal problème du Centre pour la paix et d'autres organisations plus petites. Ces nouvelles organisations civiques en Bosnie-Herzégovine introduisirent de nouvelles idées dans la société, mais ne parvinrent pas à gagner un soutien populaire significatif. Les changements dans les structures de la vie économique et politique bosniaque étaient

trop lents, même après les élections, quand de nouveaux partis -en fait des mouvements ethniques- avaient pris le pouvoir. Ce qui avait été autrefois la société la plus prospère de la moitié socialiste de l'Europe devint l'une des dernières à introduire les changements inévitables.

- 35 Certaines organisations pan-européennes créèrent également des branches locales en Bosnie-Herzégovine. L'assemblée fondatrice du Mouvement européen attira bon nombre de citoyens bosniaques autrefois influents. Une raison possible est que certains intellectuels, dans un contexte de désintégration de la Yougoslavie, voyaient le processus d'intégration européenne comme la seule issue restante. Cependant, ce mouvement ne parvint jamais à décoller dans la vie publique de la Bosnie-Herzégovine. L'Assemblée des citoyens d'Helsinki créa sa branche bosniaque en mai 1991, mais très peu de gens y participèrent durant la première année de son existence. L'ACH aida le Centre pour la paix à organiser certaines manifestations, mais ils ne parvinrent pas à susciter beaucoup d'attention pour leur travail.
- 36 Il existait plusieurs raisons au faible soutien populaire à de telles organisations. La première série de raisons est similaire à celles qui provoquèrent la guerre elle-même ; elles sortent du cadre de cet article et ne peuvent être expliquées ici. Une autre concerne l'assise des idées civiques en Bosnie-Herzégovine. Bien que les militants aient dépensé beaucoup d'énergie et de savoir dans leurs activités, la population au sens large n'était tout simplement pas intéressée, et il n'y avait aucun moyen de susciter son intérêt. Les gens ordinaires en Bosnie-Herzégovine lisaient peu. Le tirage des quotidiens nationaux était rarement supérieur à 100 000 exemplaires. Les seules informations qu'ils recevaient venaient donc de la radio et de la télévision, où les idées de société civile ne pouvaient faire contrepoids aux nouvelles de guerre. Comme il a déjà été signalé, les médias accordèrent une large place à ces idées, mais il semble que les haines nationalistes et les promesses creuses étaient plus attractives pour les téléspectateurs et les auditeurs. Les gens étaient tout simplement préoccupés par leur survie économique. Il est aussi possible qu'il n'aient tout simplement pas compris ces idées. Le manque d'éducation appropriée, l'arriération, les effets durables de l'idéologie et de la terminologie communistes qui créaient une sorte de "stagnation des consciences", tout cela ne préparait pas le citoyen bosniaque ordinaire aux idées de dialogue, de tolérance, de cosmopolitisme et de résolution pacifique des conflits. Ils avaient voté pour de nouveaux partis mais beaucoup des élus étaient en fait des figures connues. Les gens ne regardaient pas ce qui se cachait derrière les mots et n'écoutaient tout simplement pas ceux qui avaient quelque chose à proposer. Il est aussi vrai que les plus instruits ne savaient pas trouver le langage approprié pour atteindre les gens ordinaires.
- 37 Toutes ces raisons font que l'assise des activités civiques était encore plus étroite que pendant la période communiste. Les mêmes noms se retrouvaient derrière différentes organisations. Ce qui semblait être un large réseau d'organisations non-gouvernementales était en fait un réseau de différentes organisations ayant les mêmes membres. La question était : est-ce que ceux-ci avaient tiré les leçons des précédents échecs à obtenir un soutien plus large, ou est-ce qu'il était tout simplement utopique de vouloir construire une société bosniaque démocratique ?
- 38 C'est seulement lorsque les dirigeants politiques eurent rendu la guerre inévitable que les citoyens bosniaques ordinaires demandèrent aux pacifistes de les aider et de les conduire vers des changements, mais alors, il était déjà trop tard.

## Pressions nationalistes

- 39 La guerre en Croatie avait des répercussions évidentes en Bosnie-Herzégovine, vue son importante population serbe et croate. La question principale pour les dirigeants politiques était de savoir comment réagir à cette nouvelle situation. Les dirigeants musulmans optèrent pour la neutralité, pendant que les autres soutenaient leurs groupes ethniques respectifs en Croatie. Ce qui était commun à tous les leaders ethniques de Bosnie-Herzégovine, c'était la volonté de faire croire qu'ils avaient le soutien inconditionnel de leurs groupes ethniques respectifs. Chaque communauté avait son rassemblement d'"intellectuels" ethniques qui soutenait sans réserve les décisions de son parti ethnique et condamnait celles des autres. Sous la pression des partis au pouvoir, de telles déclarations étaient retirées de la rubrique "courrier des lecteurs" pour être placées dans les pages "information" des quotidiens nationaux. Bien que ces communiqués évoquaient par certains aspects une société civile, et que ces organisations aient eu l'apparence d'une société civile, elles ne pouvaient pas être considérées sérieusement comme telle. En fait, elles étaient organisées par les partis au pouvoir dans leur lutte contre leurs propres partenaires nationalistes au sein du gouvernement. Elles doivent donc être considérées comme des actions conduites par des hypocrites.
- 40 Par contre, les communiqués signés par certains intellectuels avaient un certain mérite quand ils étaient écrits par des membres des partis de l'opposition, ou un certain nombre d'intellectuels bosniaques respectables et vraiment indépendants. Ainsi, quand les nationalistes croates formèrent à la fin de 1991 la "Communauté croate de Herceg-Bosna" (*Hrvatska Zajednica Herceg-Bosna*) échappant au contrôle de Sarajevo, et quand leur action fut approuvée dans le discours de Nouvel An du Président croate Franjo Tudjman, un groupe de cinq intellectuels respectés de Sarajevo lui adressa une lettre ouverte. L'importance de cette lettre résidait dans le fait que tous les signataires étaient des Croates, protestant contre les activités politiques des nationalistes croates en Bosnie-Herzégovine. Franjo Tudjman y était accusé de menacer la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, et il était violemment critiqué. Cependant, le seul effet de cette lettre fut de créer certains problèmes, bien que mineurs, aux intellectuels de Sarajevo qui avaient signé la lettre.
- 41 Pendant ce temps, les journalistes résistaient avec succès à toutes les tentatives des partis au pouvoir de diviser les médias en radios, chaînes de télévision ou journaux strictement ethniques. Tous les dirigeants ethniques lancèrent des attaques contre les médias parce que ceux-ci ne se conformaient pas à leurs vues. Les nationalistes étaient d'accord uniquement dans leur tentative de diviser les médias bosniaques. Ils adoptèrent même une loi qui aurait pu permettre une telle division, mais les journalistes contre-attaquèrent et, ayant organisé des manifestations devant le Parlement, obtinrent de la Cour constitutionnelle qu'elle annule cette loi. Les journalistes gagnèrent un soutien significatif du public, du fait de leur professionnalisme et de leur neutralité face aux débats enflammés des nationalistes, ainsi que de leur soutien à la paix et à la démocratie. Beaucoup de sondages le montraient. Cependant, ce même public votait pour les partis nationalistes. Ce paradoxe est au cœur des causes de tous les conflits interethniques et, plus tard, de la guerre en Bosnie-Herzégovine.
- 42 Cependant, la décision de la Cour constitutionnelle n'empêcha pas les nationalistes de faire de nouvelles tentatives. À l'automne 1991, un prétendu mouvement pacifiste des

mères de soldat organisa un rassemblement devant le Parlement bosniaque. Elles voulaient que leurs fils soient libérés de l'armée fédérale pour qu'ils évitent de partir combattre en Croatie. Elles étaient organisées par le parti nationaliste musulman, le SDA (Parti de l'Action Démocratique). Le maire de Sarajevo appela même les gens à cesser de payer la redevance de télévision, car les informations n'étaient pas présentées de la manière souhaitée par le Parti. Même si elles protestaient contre la politique de l'armée fédérale, la cible principale des mères de soldat était bien les médias indépendants. L'appel d'un orateur à « démolir le bâtiment de la radio-télévision dans le calme et la dignité (sic !) »<sup>20</sup> montre le vrai visage de ce rassemblement. Il ne fut pas un succès, mais il montra clairement ce qui constituait le principal obstacle aux yeux des partis nationalistes. Il semblait alors que le concept de société civile avait été définitivement vaincu en Bosnie-Herzégovine, et que toute tentative spontanée ou organisée d'empêcher la guerre était vouée à l'échec. Mais, dans le dernier mois de paix officielle, on allait assister à une renaissance des mouvements pacifistes.

### Réalités locales disparates

- 43 La Bosnie-Herzégovine, bien qu'étant un petit pays, connaissait certaines différences régionales dans sa réalité sociale et politique. Sarajevo, la capitale, était le siège de tous les grands événements. Tout changement là influençait la situation dans les autres villes. Toutefois, cela ne se passait pas toujours rapidement. À la fin des années 1980, les changements qui se produisaient à Sarajevo nécessitaient plus de temps dans les autres villes. Durant leur courte période au pouvoir, les nationalistes rendirent cet écart encore plus grand. Cela apparaît bien si l'on compare les développements démocratiques dans les quatre principales villes bosniaques, les seules à compter une université. Sarajevo était dominée par une majorité musulmane relative et par le parti SDA, mais elle était aussi le centre du pouvoir républicain et les dirigeants locaux n'avaient pas les moyens nécessaires pour exercer leur autorité. La deuxième ville était Banja Luka, avec une majorité serbe et le SDS (Parti Démocratique Serbe) au pouvoir. Tuzla, la troisième ville, avait une composition ethnique similaire à celle de Sarajevo, mais les non-nationalistes y étaient au pouvoir, alors que Mostar était contrôlée par la HDZ (Communauté Démocratique Croate) avec, d'après le recensement de 1991, des populations musulmane et croate pratiquement équivalentes (le nombre des Musulmans dépassait de 1 % celui des Croates). Ces données rendaient chaque ville légèrement différente.
- 44 L'importance de Tuzla n'est en fait apparue qu'après 1990, quand elle est devenue la seule ville importante non contrôlée par les nationalistes, et l'une des deux seules dans toute la République<sup>21</sup>. Il est très difficile de trouver les raisons d'un tel résultat, car il n'y avait là-bas aucun signe d'émergence d'une société civile dans les années 1980. La société civile n'existait tout simplement pas à Tuzla jusqu'au milieu de l'année 1990, lorsque le système multipartite fut officiellement autorisé et qu'une nouvelle vie politique y apparut enfin. La victoire de la coalition non-nationaliste fut donc une surprise. Des personnes qui avaient gardé un profil bas pendant le régime précédent arrivèrent au pouvoir, associées à certains cadres de rang moyen liés à l'ancien régime. Alors que la guerre se rapprochait rapidement, les premiers embryons d'une activité non-institutionnelle apparurent. L'organisation des vétérans de la Seconde Guerre mondiale avait été une partie du système pendant 45 ans, mais elle devint soudain une des principales organisations civiques plaidant pour une prévention de la guerre. Son attitude était tout à fait similaire

à celle de l'organisation de femmes "Les fleurs de l'amour" (*Cvjetovi ljubavi*), qui conduisait son action au niveau local.

- 45 Banja Luka, en tant que deuxième ville bosniaque, avait attiré beaucoup de gens d'origine rurale lors de son industrialisation rapide. La mémoire des atrocités commises contre les Serbes pendant la Deuxième Guerre mondiale y était très vive, et toute remise en cause des réalisations de l'après-guerre était violemment attaquée par les anciens partisans qui restaient localement très influents. Pourtant, à la fin des années 1980, la deuxième université de Bosnie-Herzégovine offrit certaines bases pour des activités civiques. Le modèle était similaire à celui qui s'était développé dans d'autres parties de la Yougoslavie. Un groupe de jeunes journalistes courageux travaillant pour *Prelom*<sup>22</sup>, le magazine local de l'organisation de jeunesse, suscitèrent avec leurs idées de vives réactions au niveau local. La population locale n'alla jamais plus loin dans l'organisation d'un forum ou d'une organisation similaire, qui aurait pu être le porte-voix de ceux ayant quelque chose à dire. Les élections de 1990 portèrent les nationalistes au pouvoir et il allait falloir quelque temps pour que des habitants de Banja Luka tentent de les arrêter dans leur marche vers la guerre. La population locale fut mobilisée par l'armée fédérale pendant la guerre en Croatie, et il y eut peu de dissidence. Le dirigeant du Parti libéral local, Miodrag Živanović, fut l'une des rares exceptions, qui protesta publiquement contre la guerre.
- 46 À l'automne 1991, les organisations de femmes devinrent très actives, mais sans résultat. Banja Luka était atypique, car c'était la seule ville à compter deux organisations de femmes opposées. L'une soutenait l'armée fédérale, alors que l'autre protestait contre la mobilisation. Elles tinrent même des rassemblements antagoniques au même endroit et à la même heure. Rien, à part des prises de position publiques, n'a été réalisé par ces deux groupes. En fait, celui soutenant l'armée fédérale remporta une sorte de succès, puisque rien ne changea et que la mobilisation forcée continua dans la région de Banja Luka, mais ils est difficile de décrire cette organisation comme démocratique et ses actions comme spontanées, car elle était de toute évidence organisée par les dirigeants serbes locaux, alors que l'autre organisation rassemblait des membres d'origine musulmane et croate. La phase finale de la mobilisation pacifiste à Banja Luka eut lieu le 5 mars 1992, quand des milliers de gens marchèrent à travers la ville en réclamant la paix. *Omladinski Radio Sarajevo*, qui avait organisé les manifestations à Sarajevo, appela tous les autres groupes à organiser localement des initiatives similaires. Bien que le pouvoir local ait été très répressif à l'époque, beaucoup de gens osèrent alors montrer leur opposition aux divisions ethniques et à l'usage de la force. Comme les autres, ils n'eurent pas beaucoup de succès.
- 47 La situation dans la capitale de l'Herzégovine, Mostar, était complètement différente. La société civile n'émergea pas à travers le réseau de l'organisation de jeunesse et la ville resta plutôt calme pendant la première phase de développement des idées démocratiques. Pourtant, les premiers partis politiques de Bosnie-Herzégovine furent fondés à Mostar : le Parti démocratique - Mostar, le Parti social-démocrate - Mostar, ainsi que la très active UJDI, dont le dirigeant au niveau républicain habitait cette ville. Les deux premiers partis attirèrent très peu de partisans en dehors des familles de leurs fondateurs, et l'UJDI ne recruta pas beaucoup de membres en dehors des cercles intellectuels. Elle fonctionnait plus comme une ONG. que comme un parti. On peut expliquer son échec par le fait que le climat politique dans la ville était plutôt détendu, et que beaucoup de gens ne ressentaient donc pas le besoin de canaux alternatifs pour influencer les instances locales. La forte tradition communiste de la ville contribuait aussi à cet état de fait. Les

intellectuels étaient occupés par les enjeux régionaux plus que par les enjeux ethniques. À la fin de la période communiste, un groupe de députés au Parlement bosniaque proposa la formation d'un groupe parlementaire herzégovinien, qui aurait représenté et défendu les intérêts de la région auprès de la république. Il est intéressant de noter que la voix la plus forte s'étant élevée sur cette question était celle d'une femme<sup>23</sup>.

- 48 Les élections amenèrent des changements dans cette ville, car l'élément rural permit la victoire des nationalistes. Pendant que ceux qui étaient au pouvoir préparaient leurs partisans à la guerre et à une division ethnique le long de la rivière Neretva, la population de la ville essayait de s'y opposer par des actions pacifistes et par de nouvelles formes d'activité. Le "Club des intellectuels" (*Klub Intelektualaca*) de Mostar fut la première de ces organisations, dont les membres n'étaient soutenus par aucun des nationalistes au pouvoir. Leur indépendance fut cruciale pour les activités anti-guerre de l'année 1991. L'armée fédérale contrôlée par les Serbes était dans la ville, de même que les formations paramilitaires croates, et c'est le Club des intellectuels qui négocia une sorte de paix entre les deux. Comme l'armée mobilisait beaucoup de Serbes de Serbie et les amenait à Mostar, ils avaient en fait eux aussi certains traits d'une formation paramilitaire. « Pendant les derniers mois avant la guerre, seul le Club des intellectuels en tant qu'organisation et Joše Muša [un conseiller municipal indépendant respecté par beaucoup] en tant qu'individu avaient une certaine crédibilité auprès de l'armée. Ils ont retardé le commencement de la guerre.<sup>24</sup> »
- 49 Le noyau fondateur du club était constitué d'un certain nombre d'universitaires, de journalistes et de personnalités connues qui organisaient fréquemment des débats publics, des tables rondes et publiaient des communiqués afin de gagner un soutien plus large. Il devint l'une des rares organisations civiques à connaître un certain succès. L'expérience du pouvoir nationaliste ne marchait pas, plus particulièrement dans une ville qui, dans tous les cas de figure, était destinée à être divisée en plusieurs secteurs ethniques. Quand des rumeurs se répandirent à propos de négociations sur le partage de la ville, Mišo Marić du Club des intellectuels organisa une manifestation au cours de laquelle les écoliers relièrent les deux rives de la Neretva en formant une chaîne humaine passant par tous les ponts de Mostar. Les enfants cessèrent de collecter les photos des stars de cinéma et des footballeurs pour collecter des signatures en faveur de la paix. Mais les adolescents n'avaient aucune chance. Même la couverture par les médias déclina sous le poids des nouvelles sur les crimes ethniques et la guerre qui approchait.
- 50 L'ultime mobilisation pacifiste eut lieu à Sarajevo, à la veille des premiers affrontements armés entre différentes formations paramilitaires. Il semblait que, quoi que l'on puisse faire dans les autres villes de Bosnie-Herzégovine, le destin de tous dépendait des événements à Sarajevo. Bien que le gouvernement basé à Sarajevo (et donc le pays entier) ait été divisé par les nationalistes, la seule chance infime d'empêcher la guerre se trouvait encore là. Le plus grand nombre de ceux qui s'opposaient aux instructions des nationalistes vivait à Sarajevo. Quand les dirigeants serbes ordonnèrent l'érection de barricades à travers la ville le 2 mars 1992<sup>25</sup>, les citoyens furent désarmés. Les rues restèrent désertes toute la journée, avant que deux groupes de citoyens sans armes entreprennent de marcher sur les barricades. Au même moment, les dirigeants nationalistes parvenaient à un accord et les barricades furent levées, mais les citoyens crurent que c'était en fait leur action spontanée qui en était la cause. Des dizaines de milliers de personnes descendirent alors dans la rue pour célébrer leur victoire sur les nationalistes.



- 51 Dans les médias, le professionnalisme ne suffisait plus. Ils devaient essayer d'organiser la mobilisation pacifiste, dans un contexte où les hommes politiques avaient perdu la plus grande part de leur crédibilité, et où les journalistes avaient gagné un respect sans précédent. La *Omladinski Radio* organisa un rassemblement de 80 000 personnes environ<sup>26</sup>. Lorsque les journalistes appelèrent les citoyens à participer au rassemblement de Sarajevo, ils appelèrent aussi les gens à manifester la même opposition à travers toute la Bosnie-Herzégovine. Le 5 mars 1992, presque toutes les villes bosniaques connurent des rassemblements plus ou moins importants dans leur centre. Il s'agissait d'actes spontanés des citoyens répondant à l'initiative de quelques journalistes. Les événements du début du mois de mars 1992 peuvent donc être décrits comme une renaissance de la société civile en Bosnie-Herzégovine.
- 52 La tentative suivante des nationalistes de diviser la ville, et donc le pays, eut lieu le 5 avril 1992. La réponse des citoyens fut très rapide et, l'après-midi même, un important cortège partait des quartiers périphériques de Sarajevo vers le Parlement, que les manifestants occupèrent aussitôt. Ils ouvrirent la session d'un "Parlement de tous les peuples" (*Svenarodni Parlament*) avec des revendications simples : la paix et la démission de tous les hommes politiques au pouvoir, la formation d'un gouvernement provisoire de salut national, l'interdiction des partis ethniques et l'organisation de nouvelles élections. Ils s'opposaient à toute participation des hommes politiques.
- 53 Un groupe de personnes inconnues essaya d'organiser ce rassemblement toujours plus important, et qui s'était déplacé devant le bâtiment du Parlement le lendemain matin. Le gouvernement démissionna le jour même où les gouvernements occidentaux le reconnurent<sup>27</sup>. L'action brutale des actions paramilitaires serbes empêcha d'autres succès et la dernière mobilisation civique dans la Bosnie-Herzégovine d'avant-guerre fut brisée par la force<sup>28</sup>. Bien que cet usage de la force n'ait pas été légitime, ceux qui disposaient des instruments légaux de coercition, à savoir l'armée fédérale, cherchèrent à se tenir à l'écart de la confrontation, pendant que la police était déjà divisée et qu'il n'y avait plus personne pour protéger les civils non-armés occupant les bâtiments officiels. Le manque d'instruments de coercition pour garantir les résultats atteints par le soutien massif aux idées pacifistes fut la seule chose manquant dans cette tentative finale d'affirmer l'idée de société civile en Bosnie-Herzégovine. L'histoire balkanique n'a jamais été témoin de changements pacifiques entre les Slaves du sud.

## Conclusion

- 54 L'émergence d'une société civile en Bosnie-Herzégovine est liée à la démocratisation du système lui-même. Son inefficacité était devenue de plus en plus évidente avec les problèmes économiques croissants et la montée du nationalisme importé en Bosnie-Herzégovine à partir des autres républiques yougoslaves. Tout en permettant certaines critiques, le parti essaya de garder le contrôle des nouvelles organisations en les plaçant toutes sous la tutelle des organisations socialistes existantes. L'idée était qu'il valait mieux les autoriser à s'organiser sous un certain contrôle, plutôt que de les interdire et avoir par la suite une opposition véritable. L'intelligentsia indépendante devint très active et tissa des liens avec certains réformateurs du parti. La pression en faveur de l'introduction de politiques nouvelles ne venait donc pas seulement de l'extérieur du parti, mais aussi de l'intérieur. Le régime ne pouvait accepter de perdre le contrôle des organisations de jeunesse et autorisa donc certaines nouvelles formes d'organisation.

- 55 Ces facteurs firent que les formes de la société civile en Bosnie-Herzégovine furent très similaires à celles de la Slovénie. Pourtant, des différences étaient inévitables du fait des traditions culturelles différentes et, en particulier, des attitudes différentes envers l'appareil militaro-policié. La tradition communiste était beaucoup plus forte en Bosnie-Herzégovine et cela rendait les conditions moins favorables à l'émergence d'une société civile. La mentalité et le niveau scolaire et culturel de la population bosniaque ne fournissaient pas une assise large au concept de société civile.
- 56 Les changements dans les médias furent très importants pour permettre une représentation quasiment égale des idées alternatives et de l'idéologie officielle. L'espace offert aux alternatives démocratiques donna sans doute l'impression d'un soutien très fort aux idées qu'elles défendaient, mais quand les élections arrivèrent, il devint évident que cette impression était erronée. Un cercle étroit de populations urbaines vivait sans connaissance réelle du monde rural. L'idéologie totalitaire communiste fut échangée contre l'idéologie totalitaire nationaliste. C'est seulement lorsque il devint évident qu'un tel pouvoir menait à la guerre qu'un soutien plus large pour les mobilisations pacifistes apparut. Ces mobilisations étaient conduites par ceux-là mêmes qui avaient autrefois lutté pour un système démocratique. Les médias libres étaient de nouveau menacés, car les nationalistes voulaient non seulement les contrôler, mais aussi les diviser selon des critères ethniques.
- 57 Certaines différences peuvent être trouvées entre les communautés ethniques pendant la période d'avant-guerre. La majorité de ceux vivant dans des municipalités sous direction serbe furent réduits au silence par la propagande sur les grandes souffrances des Serbes. Quiconque osait élever sa voix contre la "défense de la cause serbe" était mobilisé par l'armée fédérale et écarté de la vie publique pour une période indéterminée. C'est seulement à la veille de la guerre que Banja Luka, le plus important bastion nationaliste serbe, et quelques autres municipalités dirigées par le SDS connurent d'importantes manifestations pacifistes. Cependant, les organisations civiques furent empêchées de prendre d'autres initiatives et furent bientôt officiellement interdites.
- 58 Mostar, la capitale de l'Herzégovine dirigée par la HDZ, fut le lieu de nombreuses activités pacifistes en 1991 et au début de 1992. Les autorités locales n'empêchèrent pas la majorité de la population urbaine d'élaborer son propre agenda pour empêcher la guerre. Mais les instances dirigeantes de la HDZ organisèrent leurs propres unités paramilitaires, qui n'allèrent pas tarder à combattre les milices serbes organisées au sein de l'armée fédérale. Certains nationalistes musulmans s'engagèrent du côté croate, mais ils ne représentaient pas la majorité de la population urbaine. Les militants pacifistes ne contrôlaient pas les instruments de coercition et n'auraient pas pu empêcher la guerre, malgré le soutien dont ils bénéficiaient.
- 59 À Sarajevo, les mobilisations pacifistes connurent un destin semblable. En tant que capitale, elle avait la plus forte proportion d'habitants diplômés, et le pouvoir nationaliste -tout comme celui des communistes- n'y était pas aussi répressif que dans le reste du pays. Une lecture optimiste des événements voudrait qu'un fort réseau d'activités civiques ait été l'un des facteurs ayant empêché les nationalistes de prendre complètement le contrôle de la ville. Un point de vue plus réaliste considérerait que, coalisés, les nationalistes s'empêchaient les uns les autres de s'emparer du pouvoir réel.
- 60 Les désillusions de la population vis-à-vis des nationalistes au pouvoir culminèrent lors du grand rassemblement du 5 mars 1992. Bien que 80 000 personnes y participèrent,

aucun changement n'intervint dans la politique officielle, qui continua de mener à la guerre. Dans un pays plus civilisé, ce type de rassemblement aurait probablement suffi pour contraindre les dirigeants à changer de politique. Mais le cas bosniaque était différent. Les seules choses qu'il importait de contrôler étaient l'armée et la police. Tant que les nationalistes avaient leur soutien, ou qu'ils organisaient leurs propres instruments de coercition, ils n'avaient pas à se préoccuper du mécontentement populaire.

- 61 La preuve en fut donnée très vite, en avril 1992, quand des civils occupèrent des bâtiments officiels dans une dernière tentative pour empêcher la guerre. Le "Parlement de tous les peuples" obtint même la démission du gouvernement, mais les nationalistes, et en particulier les Serbes, gardaient le contrôle des instruments de coercition. De plus, cette tentative était une action spontanée de la population, sans dirigeants et presque sans organisation. Si elle avait eu le soutien de l'armée et de la police, elle aurait probablement réussi. Toutes les conditions étaient favorables, sauf celle-là, la plus importante. On peut attribuer beaucoup d'erreurs aux manifestants pacifistes d'avril 1992, mais les vraies raisons de l'échec de la société civile étaient plus profondes. Le concept n'avait pas le soutien dont il semblait bénéficier. Malgré cela, une possibilité d'issue pacifique continua d'exister jusqu'en avril 1992. Des actions spontanées ne peuvent rien contre les instruments de coercition, et c'est là la principale raison de l'échec des mouvements pacifistes en Bosnie-Herzégovine.

---

## NOTES

1. Le plus célèbre de ces scandales est l'« affaire *Agrokomerc* », scandale financier impliquant Fikret Abdić, directeur du combinat agro-alimentaire *Agrokomerc* et protégé de la plus puissante famille communiste d'origine musulmane à l'époque, la famille Pozderac. Ce scandale conduira à la démission de Hamdija Pozderac, alors Vice-président de la fédération yougoslave, et à la marginalisation des Pozderac au profit d'une autre famille communiste d'origine communiste, la famille Dizdarević (NdT).
2. **Goati (Vladimir)**, « The Challenge of Post-Communism », in Seroka (Jim), Pavlovic (Vukašin), eds., *The Tragedy of Yugoslavia : The Failure of Democratic Transformation*, Armonk / New York : M. E. Sharpe, 1992, p. 7.
3. *Ibid.*
4. **Kasapović (Mirjana)**, « The Structure and Dynamics of the Yugoslav Political Environment and Elections in Croatia », in Seroka (Jim), Pavlovic (Vukašin), eds., *op. cit.*, p. 31.
5. Voir *Polet*, 29/09/89, p. 20.
6. *Ibid.*
7. « Walter » était, pendant la Deuxième Guerre mondiale, le pseudonyme du chef des partisans à Sarajevo (NdT).
8. Le tirage de ces deux magazines était de 50 000 exemplaires environ à la fin de 1988. *Naši Dani*, fondé par l'organisation républicaine de la jeunesse, allait atteindre un tirage de 100 000 exemplaires en 1989, un nombre incroyable pour la Bosnie-Herzégovine.

9. Le terme était utilisé dans presque tous les journaux et les magazines de ce qui était alors la Yougoslavie. Il associait à la Bosnie l'image d'une arriération générale et d'un régime politique très strict.
10. D'après les enquêtes de RTV Sarajevo, le *Omladinski Program Sarajevo* avait 800 000 auditeurs. C'était l'émission la plus populaire dans la république après le programme de musique folklorique bosniaque.
11. L'article 133 du Code pénal yougoslave poursuivait les actes de "propagande hostile", une catégorie qui pouvait inclure tout article de presse. Il n'existait aucune liberté d'expression du fait de cet article.
12. L'Alliance socialiste du peuple travailleur était la principale organisation de masse liée à la Ligue des Communistes (NdT).
13. C'est ce que M. Mujagić, correspondant de *Vjesnik* [quotidien croate, NDT], affirmait dans une série de reportages publiés dans la deuxième moitié de 1989.
14. Voir *Vjesnik*, 28/01/89, p. 5.
15. En 1989, la Bosnie-Herzégovine devait désigner son nouveau représentant à la Présidence collégiale yougoslave et, selon un principe de rotation entre communautés, celui-ci devait être de nationalité serbe. Le candidat pressenti, Nenad Kecmanović, recteur de la Faculté de sciences politiques de Sarajevo connu pour ses positions réformatrices et centralisatrices, fut accusé d' "espionnage" par ses adversaires et contraint de retirer sa candidature, malgré le soutien actif de ses étudiants. Cette "affaire Kecmanović" suscita de vives polémiques sur le mode de désignation du représentant bosniaque à la Présidence collégiale yougoslave et, peu de temps après, la Ligue des Communistes se résigna à organiser un scrutin semi-pluraliste. Le 25 juin 1989, les électeurs bosniaques purent donc choisir entre plusieurs candidats serbes désignés par l'Alliance socialiste du peuple travailleur, le candidat finalement élu étant Bogić Bogićević. En 1990, Nenad Kecmanović devint le président pour la Bosnie-Herzégovine de l'Alliance des Forces de Réforme (*Savez Reformskih Snaga*) fondée par le Premier ministre fédéral Ante Marković, et fut l'un de ses candidats à l'élection de la Présidence collégiale bosniaque en novembre 1990. À ce titre, il intégra avec Mirko Pejanović la Présidence collégiale bosniaque en juin 1992 (en remplacement des représentants du SDS, démissionnaires), avant de se réfugier à Belgrade deux mois plus tard, d'où il dénonça la mainmise du SDA et de A. Izetbegović sur l'État bosniaque. N. Kecmanović reste aujourd'hui encore un personnage très controversé de la vie politique bosniaque, certains l'accusant d'avoir été secrètement proche de Slobodan Milošević, d'autres d'avoir trahi les espoirs que les citoyens bosniaques et les partis non-nationalistes avaient placés en lui en juin 1992, quand la guerre ne faisait que commencer (NdT).
16. Senad Pečanin, conversation privée.
17. Le ZAVNOBiH fut mis en place par les partisans pendant la Deuxième Guerre mondiale et, pendant toute la période de leur règne, les communistes se référèrent aux résolutions prises par le ZAVNOBiH. Dans l'interprétation communiste, le ZAVNOBiH fondait la légitimité de leur pouvoir.
18. En janvier 1990, la Ligue des Communistes de Yougoslavie tint son 14<sup>ème</sup> et dernier Congrès, l'affrontement entre les délégations slovène et serbe conduisant au report *sine die* des travaux du Congrès et à l'éclatement final de la LCY, qui annonçait déjà celui de la fédération yougoslave (NdT).
19. Voir *Charter 92*, paragraphe 7.
20. Cette expression est devenue très connue, mais aucune de mes sources n'a pu se rappeler le nom de l'orateur.
21. La deuxième municipalité bosniaque gérée par les partis non-nationalistes était Vareš, une petite ville minière de Bosnie centrale (NdT).
22. Le terme *Prelom* signifie "rupture".
23. Nada Bodiroga Vukobrat.

24. Entretien avec Mišo Marić.

25. Les 29 février et 1<sup>er</sup> mars 1992 fut organisé en Bosnie-Herzégovine un référendum sur l'indépendance. Considéré comme illégitime et boycotté par le Parti Démocratique Serbe (SDS), il se solda par un taux de participation de 63,7 % (99,7 % de "oui"). Le SDS refusa d'avaliser le résultat du référendum et organisa alors des barricades autour de Sarajevo en exigeant une reprise des négociations tripartites sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine (NdT).

26. Les estimations vont de 50 000 à 80 000 personnes. Le rassemblement était intitulé *Nous sommes Valter*, ce qui évoquait de nombreuses choses, du héros de la Deuxième Guerre mondiale aux mouvements de la jeunesse urbaine dans les années 1980.

27. Le 6 avril 1992, les États de la Communauté européenne et les États-Unis reconnaissent officiellement l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine (NdT).

28. Dans l'après-midi du 6 avril 1992, des snipers du SDS placés sur le toit de l'hôtel *Holiday Inn* se mirent à tirer sur la foule des manifestants. Ces événements sont généralement considérés comme ceux marquant le début du conflit bosniaque (NdT).

---

## AUTEUR

### NEVEN ANDJELIĆ

Neven Andjelić était journaliste à Sarajevo. Il a été, à la fin des années 1980, l'un des animateurs du Programme jeune de *Radio Sarajevo* et l'un des cofondateurs du Mouvement des Verts puis de l'Alliance des Forces de Réformes. Il vit à Londres depuis 1993 et travaille pour le bureau londonien de CNN. Traduit du serbo-croate par Xavier Bougarel.